

La Commission du Kentucky sur les Droits de l'Homme est l'agence gouvernementale de l'état créée pour assurer l'égalité pour tous. Notre but premier est de vous protéger contre les discriminations en faisant appliquer et promouvoir la loi des Droits Civils du Kentucky et les lois des droits civils fédérales.

## A Propos De Nous

Nous sommes fiers de notre réussite sur le plan des droits civils, qui s'étend sur un demi-siècle. Avec nos bureaux à Louisville et notre bureau dans le Nord du Kentucky à Covington, la Commission du Kentucky sur les Droits de l'Homme a ouvert des portes avec des opportunités pour des milliers de personnes.

Le Kentucky a la plus ancienne commission sur les droits de l'homme au sud de la ligne Mason-Dixon. L'Assemblée Générale du Kentucky créa la Commission du Kentucky pour les Droits de l'Homme en 1960. Le travail de l'agence était d'encourager le traitement équitable, promouvoir la compréhension et le respect mutuel, et décourager les discriminations contre tout groupe ethnique ou racial ou ses membres.

En 1966, notre rôle s'est étendu avec l'adoption de la loi du Kentucky sur les Droits Civils (Loi du Kentucky refondue Chapitre 344). Cette loi rendit la discrimination illégale, et cela donna à la Commission du Kentucky pour les Droits de l'Homme l'autorité légale de faire respecter les lois sur les droits civils pour le Commonwealth. La loi fit du Kentucky le premier état du sud à interdire la discrimination.

Notre conseil de délégués prend des

décisions concernant les plaintes pour discrimination avec l'autorité d'une cour de justice.

La commission reçoit, initie, enquête, concilie et juge les plaintes alléguant des violations de la loi du Kentucky sur les Droits Civils. La Commission du Kentucky pour les Droits de l'Homme a aussi l'autorité de la part du Département Américain pour le Logement et le Développement Urbain et la Commission Américaine pour l'égalité professionnelle de faire respecter les lois sur les droits civils.

La commission a pour mandat d'éduquer le public sur les lois contre les discriminations et les avantages de l'égalité. Nous conduisons un programme éducatif polyvalent, apprentissage, recherche, travail de sensibilisation et partenariat pour vigoureusement mener à bien notre tâche.

## La Loi du Kentucky sur les Droits Civil

Les catégories suivantes sont protégées par la loi : Age, Couleur, Handicap Statut Familiale, Nationalité d'Origine, Race, Religion, Sexe et Statut en temps qu'Usager de Tabac.

Toute personne est protégée contre la discrimination dans les domaines suivants : le logement, l'emploi, les services publics transactions financières, et les Représailles.

## Qu'est-ce-que la discrimination ?

La Discrimination est définie par la loi du Kentucky sur les Droits Civils comme tout acte direct ou indirecte ou pratique d'exclusion, distinction, restriction, ségrégation, limitation, refus, déni, ou tout autre acte ou pratique de différenciation ou préférence dans le traitement d'une personne ou de personnes, ou d'aider, d'encourager, d'inciter, d'exercer des pressions ou de contraindre à faire ces choses est illégale d'après cette loi.

## Protections par la Loi

### Logement

Il est illégal de discriminer contre quelqu'un cherchant à louer ou acheter un logement. Vous avez droit à un accès au logement équitable quels que soient votre couleur de peau, handicap, statut familial (que vous ayez ou non des enfants de moins de 18 ans), nationalité d'origine, race, religion, sexe.

### Sens de la loi sur l'égalité du logement

Les lois du Kentucky et lois fédérales sur le logement donnent l'égalité des chances à toutes les personnes quand elles achètent, vendent, louent, financent ou assurent un logement. Vous avez le droit d'acheter, ou louer là où vous choisissez de demeurer, un appartement en copropriété, appartement, mobile home ou terrain.

Tout le monde doit respecter la loi, cela inclut propriétaires, gérants de propriétés immobilières, agents immobiliers, vendeurs, opérateurs, constructeurs, promoteurs, publicitaires et média de publicité, prêteurs, assureurs, banques ou institutions financières. Pour plus de détails, demandez la Brochure sur le Logement de la Commission du Kentucky sur les Droits de l'Homme ou allez sur le site internet à [www.kchr.ky.gov](http://www.kchr.ky.gov). Aussi, regardez sur le site du Logement Equitable du Logement et Développement Urbain à [www.hud.gov/offices/fheo](http://www.hud.gov/offices/fheo).

### Emploi

Il est illégal de discriminer contre toute personne dans le domaine de l'emploi. Ceci est vrai quel que soit l'âge de la personne (40 ans et plus), la couleur, le handicap,

la nationalité d'origine, le sexe ou le statut en tant qu'usager de tabac. Il est illégal de discriminer contre tout individu par rapport au recrutement, à l'embauche, la promotion, le transfert, la mutation, la mesure des performances, l'environnement de travail, la formation professionnelle, discipline et mise à pied, salaires et bénéfices, ou tout autre terme, condition, ou privilège liés à l'emploi. La loi interdit non seulement la discrimination intentionnelle, mais aussi les pratiques professionnelles neutres qui affectent disproportionnellement les personnes d'une certaine catégorie protégée et qui ne sont pas liées au travail et au besoin de l'entreprise.

La loi s'applique pour les employeurs de 8 ou plus (15 dans une réclamation d'invalidité), dans les entreprises et commerces, les agences pour l'emploi, les organismes professionnels, les agences de concession de licence, les agences fédérales, et le Commonwealth du Kentucky et ses subdivisions politiques, incluant les écoles publiques. Pour plus de détails, demandez la Brochure de la Commission du Kentucky pour les Droits de l'Homme ou allez sur le site [www.kchr.ky.gov](http://www.kchr.ky.gov). Aussi, allez sur le site de la Commission Nationale pour les égalités des chances professionnelles à [www.eeoc.gov](http://www.eeoc.gov).

## Hébergements Publiques

Il est illégal qu'un lieu d'hébergement public, hôtel ou parc d'attraction refuse ou empêche le plein et égal usage de commodités, équipements et services à quiconque à cause de sa couleur de peau, son handicap, sa nationalité d'origine, race ou religion. Un lieu d'usage public inclut tout endroit, magasins, ou autre établissement, agréé ou non, qui offre biens et services au public en général ou qui sollicite et accepte la clientèle ou opère des transactions avec le public ou qui est directement ou indirectement subventionné par des fonds gouvernementaux. Magasins, restaurants, commerces, théâtres, hôtels, et cabinets médicaux en sont juste quelques exemples. De plus, restaurants, hôtels, motels, et lieux directement ou indirectement aidés par des fonds du gouvernement sont interdits de des biens et services sur la base du sexe.

(Suite au verso)

## Contactez-Nous

Si vous avez besoin d'aide à cause de la discrimination ou désirez plus de renseignements, appelez ou contactez-nous.

Kentucky Commission on Human Rights  
332 W. Broadway, Suite 700  
Louisville, Kentucky 40202  
502.595.4024 1.800.292.5566

TDD: (Appareil de télécommunication pour les malentendants) 502.595.4084

Courriel: [kchr.mail@ky.gov](mailto:kchr.mail@ky.gov)  
[www.kchr.ky.gov](http://www.kchr.ky.gov)

Face Book/Kentucky Commission on Human Rights  
Twitter/KyHumanRights

*About Us*  
Kentucky Commission on Human Rights  
French  
2013



La recherche qui a fournie la base de cette publication a été subventionnée par le Département Américain du Logement et du Développement Urbain. Le contenu et les conclusions de cette recherche sont dédiés au public. L'auteur et l'éditeur sont seuls responsables de la justesse des déclarations et interprétations contenues dans cette publication. De telles interprétations ne reflètent pas forcément les vues du Gouvernement Fédéral.

(Continue de l'autre côté)

## Transactions Financières

Le refus de crédit ou financement par une institution financière ou personne offrant le crédit est illégal quand basé sur la couleur, nationalité d'origine, race, religion ou sexe. Il est illégal de discriminer pour ces raisons sur le taux d'intérêt ou les paiements mensuels d'un emprunt, dans ses termes et date d'échéance, points, frais de retard, frais de pénalité, ou pour l'offre d'une assurance sur un crédit pour un emprunt.

## Représailles

Il est illégal de se venger ou de discriminer de toute manière que ce soit contre quelqu'un qui s'est opposé à une pratique déclarée illégale par la Loi du Kentucky sur les Droits Civils ou parce qu'il ou elle a déposé une plainte ou aider de quelque manière que ce soit dans l'investigation ou la procédure sous la Loi du Kentucky des Droits Civils.

## Comment Déposer une Plainte

Vous pouvez contacter la Commission du Kentucky sur les Droits de l'Homme pour faire une plainte pour discrimination par téléphone, en personne, ou par fax ou courriel. Rappelez-vous, pour déposer une plainte de discrimination sur le logement, vous devez nous contacter dans les un an de la discrimination présumée. Pour une plainte de discrimination sur l'emploi ou l'hébergement public, vous devez nous contacter dans les 180 jours de la discrimination présumée.

Après nous avoir contactés, notre agent de l'autorité vous entretiendra pour obtenir les détails de ce qui s'est passé. Une fois qu'il a été déterminé que la Commission du Kentucky sur les Droits de l'Homme a juridiction pour s'occuper de la plainte et que votre problème remplit les conditions pour une plainte, votre dossier sera assigné à un responsable.

Le représentant de l'autorité enquêtera en détail et de manière impartiale sur les circonstances de la plainte. Le représentant de l'autorité travaillera

avec vous et la partie incriminée pour arriver à une résolution satisfaisante en conciliant le dossier, si possible. Une conciliation est similaire à un règlement. Sinon, après que l'enquête ait été terminée, et si un motif probable a été trouvé, le dossier passera en phase de procès et sera pris en charge par un avocat de la commission. Le Conseil des Membres de la Commission déterminera une issue finale et rendront un jugement. La commission agit avec l'autorité d'une cour de justice.

Une autre alternative est de participer à notre programme de médiation. La médiation est un processus informel non obligatoire, qui offre un forum de discussion à propos de la plainte entre vous, les autres parties concernées et un médiateur neutre, dans le but de résoudre la plainte.

## Education et Formation sont Disponibles

Nous offrons une variété de programmes éducationnels pour le public. Visitez notre site internet ou remplissez et retournez la fiche de demande d'information attachée. Nous donnons des cours de formation sur la conformité avec les droits civils pour les propriétaires et employés de lieux publics, responsables gouverne mentaux locaux et officiers de police, formation sur le logement équitable pour les agents immobiliers, gérants et employés, et harcèlement sexuel pour les employés. Nous donnons de l'aide pour l'organisation, la formation, partenariat et soutien aux commissions locales sur les droits de l'homme à travers le Kentucky qui travaillent pour promouvoir l'égalité et la diversité. Si vous aimeriez aider à organiser une commission sur les droits de l'homme dans votre région, contactez-nous.

# Toutes Les Portes Sont Ouvertes Au Kentucky



A Propos De Nous

# Commission du Kentucky Sur les Droits de l'Homme

PROTECTEUR DES DROITS CIVILS  
VOIX POUR L'ÉGALITÉ  
CATALYSEUR POUR UN CHANGEMENT POSITIF